

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ÉDUCATION

Une réflexion globale et des pistes à tracer



Une synthèse de ce travail, reprenant les grandes propositions des intervenants, sera présentée le 12 juin. / PHOTO BR

Au moment où la place de l'Éducation alimente les débats de société, la question qui consiste à savoir "comment revaloriser les métiers d'enseignant et d'éducation" prend tout son sens. Chefs d'établissements, parents, enseignants, responsables d'entreprises se sont réunis mercredi aux Archives départementales pour réfléchir à cette problématique à l'initiative du Think Tank VersLeHaut. "Les échanges ont été très fructueux comme nous pouvions nous y attendre", estime Marc Vannesson, délégué général de VersLeHaut.

Discussions à distance et en direct entre participants ont pu tracer des pistes pour l'avenir. Des exemples ? L'amélioration du système de gestion des ressources humaines dans l'Éducation nationale qui, selon les

principaux intéressés, manifeste des carences évidentes. "On donne parfois l'impression que les enseignants sont interchangeables et c'est regrettable, pointe Marc Vannesson. Le système manque d'écoute et d'approche personnalisée".

Le manque de passerelles entre l'univers éducatif et les autres secteurs fait également cruellement défaut. "Il est ressorti des débats que les cadres de travail ont besoin d'être assouplis pour favoriser les échanges" note encore l'animateur du Think Tank. Dix grandes pistes de propositions ont été avancées. La synthèse de ces "États généraux de l'Éducation", dont Marseille était l'une des étapes, sera présentée le 12 juin. Un sujet de choix pour des ministères souvent en manque d'idées.

Ph.F.

Agression, intrusion et droit de retrait à Jules-Ferry

Dénonçant une poussée de violence, les profs du collège ont cessé le travail

En vingt-deux ans d'enseignement dans ce collège situé au cœur de la cité Campagne-Lévêque, à Saint-Louis (15^e), Danielle Devos avoue n'avoir jamais eu à déplorer une agression physique sur un enseignant. C'est pourtant bien ce qui s'est passé mercredi matin, quand une élève de 4^e s'en est pris à son prof de physique, en l'insultant, en lui donnant des coups de pied et en crachant sur



Au cœur de la cité Campagne-Lévêque, le collège Jules-Ferry compte une quarantaine de profs pour plus de 500 élèves. / ARCHIVES P.N.

Depuis le confinement, de nombreux élèves ne se comportent plus comme tels.

lui après lui avoir ôté son masque. Des actes qui ont entraîné un dépôt de plainte et ont été suivis, sans lien de cause à effet, par une intrusion dans l'enceinte du collège. "En fin de matinée, deux jeunes se sont introduits sur le terrain de sport où se tenait un cours d'EPS, détaille la prof d'anglais Danielle Devos, syndiquée au Snes et élue au conseil d'administration de l'établissement. Ils ont expliqué à mon collègue vouloir échapper à la police et ont traversé tout le collège pour en sortir en escaladant un mur." Le tout face à des élèves apeurés et des ensei-

gnants choqués par la facilité de cette intrusion, d'autant que tous ont pu le constater: "Depuis le plateau sportif, il n'y a aucun moyen de lancer l'alerte."

Face à cette poussée de violence, les personnels du collège, réunis en assemblée générale et soutenus par les parents, ont décidé, hier matin, d'exercer collectivement leur droit de retrait, dénonçant "une situation de danger grave et imminent". La directrice académique adjointe des services de l'éducation nationale Véronique Blua s'est aussitôt rendue sur place et a reconnu le bien fondé du droit de re-

trait. Des représentants du Conseil départemental, sollicité pour sécuriser en urgence le collège, y ont aussi acté "la sécurisation du point d'intrusion dès lundi avec, si besoin, la présence d'un gardien, et la réalisation d'ici à deux mois - le temps de passer les marchés publics -, de travaux plus importants sur le portail, la réhausse des grilles et la pose d'une alarme." Si 51 collèges du département sont équipés d'un système de sécurité renforcé avec badge d'entrée et portique, et si 22 le seront cette année, celui de Jules-Ferry ne figurait pas encore sur la liste.

Ce matin, une demi-journée banalisée permettra aux équipes pédagogiques de travailler aux moyens de reposer un cadre pour ces élèves qui n'en ont plus. "Nous payons les effets du confinement, s'inquiète Danielle Devos. On savait qu'avec des élèves qui n'étaient plus revenus en classe depuis mars, on aurait une rentrée difficile, mais il y a là une violence qu'on ne peut plus absorber, une montée en puissance des actes d'incivilités, des insultes, des élèves qui ne se comportent plus comme tels, qui interpellent les profs à la sortie, les menacent... La sécurité des élèves comme des personnels est compromise."

Bien que conscients des difficultés sociales aggravées par la crise sanitaire dans lesquelles se trouvent les familles, les personnels du collège insistent sur la nécessité de faire de l'établissement "un sanctuaire, un lieu de paix, où un cadre est fixé pour protéger ces enfants, les aider, leur permettre d'apprendre et d'avoir un avenir meilleur."

En attendant le lancement des travaux, les enseignants souhaitent que la sécurité du site soit garantie dès aujourd'hui par une présence policière aux abords du collège aux heures d'entrée et de sortie, sans quoi, ont-ils prévenu, ils reconduiront leur droit de retrait.

Laurence MILDONIAN

CARTE SCOLAIRE

Le Snudi FO 13 propose un moratoire à l'inspection

Une course contre la montre. À une semaine du Conseil départemental de l'éducation nationale (Cden), le syndicat Snudi FO 13 s'est mobilisé hier devant l'inspection académique pour demander un moratoire sur la future carte scolaire dans les Bouches-du-Rhône. Le temps presse pour le syndicat. Le Cden doit acter, la semaine prochaine en préfecture, les futures affectations dans les établissements scolaires sur la base de l'état actuel des effectifs. Or, pour Franck Neff, secrétaire départemental du Snudi FO 13, "le contexte sanitaire a changé la donne". D'après le syndicaliste, nombre de parents, en raison de la pandémie, ne mettent provisoirement plus leurs enfants en maternelle. "Du coup, les chiffres des besoins réels dans les établissements sont tronqués", estime Franck Neff prêt à porter le fer, la semaine prochaine, de-



Une dizaine de manifestants se sont mobilisés pour demander un moratoire sur la carte scolaire. / PHOTO ANTOINE TOMASELLI

vant la préfecture. Pour évoquer la question des enfants actuellement absents mais aussi pour alerter sur les fermetures de classes programmées. "Comme d'habitude, on déshabille Pierre pour habiller Paul, ce n'est pas une solution, d'autant que le ministère ne manque pas d'argent". D'après lui, l'éduca-

tion nationale a fait cette année l'économie de 212 millions d'euros non utilisés dans le budget. "C'est 4 200 postes en plus", chiffre Franck Neff. Contactée, l'Inspection académique donnera aujourd'hui tous les chiffres à l'occasion d'une conférence de presse.

É.Mi.

ÉCOLES

Toujours pas assez d'agents

Il y a deux semaines, les parents de l'école de la Baume (9^e), avaient été prévenus dans la matinée de la fermeture immédiate de l'établissement en raison d'un manque d'agents (La Provence du 29 janvier). Mais s'ils n'ont, depuis, subi aucune fermeture, c'est au prix d'un quota d'agents qu'ils jugent insuffisant - 1 adulte pour 60 élèves - pour la sécurité de leurs enfants. "Mardi, des petits se sont battus, le protocole n'a pas été respecté et personne n'a pu intervenir", déplore une maman. Estimant ne pas être entendus par la Ville, les pa-

rents ont interpellé le maire LR de secteur Lionel Royer-Perreaut. "Dès novembre, j'ai mis à disposition de la Ville des agents de la mairie de secteur, c'est ahurissant qu'ils ne soient pas sollicités", souffle l' élu qui dit avoir "du pousser une gueulante" pour débloquent la situation. "Je suis très étonné par ces propos purement politiques", rétorque Pierre Huguet, adjoint (PM) au maire chargé des écoles. "C'est nous qui avons mis en place ce process en novembre, en faisant appel à un renfort solidaire des agents de la Ville comme des mairies de sec-

teur. Non, Lionel Royer-Perreaut n'a pas eu à taper du poing sur la table pour faire en sorte que ça fonctionne."

Contacté hier par les directions de trois écoles, Royer-Perreaut dit avoir dépêché des agents de sa mairie de secteur de la Soude (9^e), à la Baume, et ce matin à La Timone (10^e). Avec un but partagé par la majorité municipale: pénaliser le moins possible les familles face aux arrêts maladie et à la grève, toujours suivie malgré le protocole l'encadrant, entré en vigueur hier.

L.M.

212124

RSE INNOVATION FRANCE PRÉSENTE

TROPHÉES RSE 2020

Vous souhaitez connaître les entreprises les plus RSE de la région Provence Alpes Côte d'Azur?

Les entreprises qui ont à cœur de mettre leurs salariés, l'environnement, le territoire et leurs parties prenantes au cœur de leur préoccupation !

Le LAB RSE vous donne rendez-vous **mardi 16 février à 19h** diffusion sur **www.oneforum.fr/salle1**

pour découvrir qui seront les entreprises lauréates de cette 16^{ème} édition des trophées RSE.

En allant sur Oneforum ce sera l'occasion de découvrir la 1^{ère} plateforme web dédiée à l'innovation et à la RSE en partenariat avec La Coque. Une plateforme dédiée à la RSE pour vous accompagner toute l'année. >>>

Acteurs de la RSE, vous pourrez, à l'année, avoir votre stand, réseauter, réaliser ou assister à des conférences/webinaires, ou encore mettre en avant vos services et vos produits.

La Provence

LAB RSE INNOVATION

ONE FORUM

Vous voulez en savoir plus sur les trophées RSE rendez-vous sur : labrseinnovation.com